

**Convention collective départementale**

IDCC : 1732. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES DE L'YONNE**

**(11 mars 1993)**

(Etendue par arrêté du 3 mars 1994,  
*Journal officiel* du 12 mars 1994)

---

**ACCORD « SALAIRES » DU 2 OCTOBRE 2006**

NOR : ASET0651124M

IDCC : 1732

---

Entre :

L'UIMM Yonne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques et valeur du point*

La valeur du point servant à déterminer les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques prévus à l'article 48 de la convention collective, et servant de base de calcul à la prime d'ancienneté, est fixée à 4,05 €, base 151,67 heures, à compter du premier jour du mois qui suit la signature du présent accord.

**Article 2**

*Taux effectifs garantis annuels (TEG)*

Les taux effectifs garantis annuels tels qu'ils sont définis ci-dessous sont applicables à compter de l'année 2006. Les valeurs sont fixées dans le tableau figurant ci-après.

## Définition des taux effectifs garantis (TEG) annuels

Les taux effectifs garantis annuels constituent la rémunération annuelle brute minimale au-dessous de laquelle le salarié ne peut pas être payé.

Ces TEG sont applicables à tout salarié non cadre, âgé de plus de 18 ans, pour l'année civile considérée et pour la durée du travail considérée.

Les TEG, base 151,67 heures, sont établis pour la durée annuelle correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Ils sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Les valeurs des TEG annuels seront calculées au prorata du temps de présence effective du salarié en cas de survenance au cours de l'année considérée :

- d'un changement de classement (coefficient et/ou catégorie professionnelle) ;
- d'une suspension du contrat de travail ;
- d'une entrée ou d'un départ du salarié en cours d'année.

En aucun cas ces TEG annuels ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les mensuels d'aptitude physique réduite bénéficieront de la garantie des TEG sous déductions des abattements de salaires prévus, en ce qui les concerne, par les dispositions de la convention collective ou à défaut par les dispositions légales.

Les TEG ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile.

## Assiette de comparaison

Pour l'application des taux effectifs garantis annuels, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaires perçus pendant l'année considérée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur les bulletins de paye de l'année considérée et supportant des cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale,

à l'exception :

- de la prime d'ancienneté conventionnelle (art. 51 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne) ;
- des remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale ;
- des sommes découlant de la législation sur l'intéressement et la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 54 de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- des sommes versées à titre de régularisation sur les TEG pour l'année précédente en application de la convention collective de la métallurgie de l'Yonne ;
- de l'indemnité de panier prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Yonne.

### Vérification

La vérification des rémunérations globales perçues par le salarié sera effectuée au plus tard à la fin du premier trimestre de l'année suivante.

Au cas où l'entreprise serait dans l'obligation de verser un complément, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye de mars de l'année suivante.

### **Article 3**

#### *Dépôt*

Le présent avenant et son annexe, le barème des TEG, seront déposés dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Ils feront l'objet d'une demande d'extension faite dans les meilleurs délais par l'UIMM Yonne.

Fait à Auxerre, le 2 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)

**Barème des taux effectifs garantis (TEG)  
applicables à compter de l'année 2006**

Barème, base de 151,67 heures,  
pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

*(En euros.)*

NIVEAU	COEF.	CAS général	OUVRIERS		AGENTS de maîtrise d'atelier	
I	140	15 000	O 1	15 000		
	145	15 010	O 2	15 010		
	155	15 020	O 3	15 020		
II	170	15 050	P 1	15 050		
	180	15 060				
	190	15 070	P 2	15 500		
III	215	15 750	P 3	16 200	AM 1	16 750
	225	16 150				
	240	16 800	TA 1	17 500	AM 2	17 960
IV	255	17 600	TA 2	18 400	AM 3	18 750
	270	18 600	TA 3	19 250		
	285	19 450	TA 4	20 000	AM 4	20 800
V	305	21 500			AM 5	22 160
	335	23 650			AM 6	24 300
	365	25 100			AM 7	26 150
	395	26 600			AM 8	26 950